

# **CURRICULUM VITAE :**

**Philippe PÉTEL**

**Professeur des universités  
Ancien doyen de la Faculté de droit  
et science politique de Montpellier**

Officier dans l'Ordre des palmes académiques

Né en 1960

## **Formation universitaire :**

- Maîtrise en droit privé (1981)
- DESS de juriste d'affaires et Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise (1982)
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (1982)
- DEA de droit privé fondamental (1985)
- Doctorat d'Etat (1987)
- Agrégation de droit privé (1989)

## **Carrière universitaire :**

- Assistant, puis Maître de Conférences à la Faculté de droit et des sciences économiques de Montpellier (1984-1989)
- Professeur à la Faculté de droit de Montpellier (1989-1995)
- Professeur à la Faculté de droit de La Réunion (1995-1998)
- Missions d'enseignement : Université des Antilles-Guyane, Université de La Réunion, Institut de la Sagesse (Beyrouth), Université de Kaslik (Jounieh-Liban), Institut de droit des affaires internationales (Université du Caire).
- Professeur à la Faculté de droit et science politique de Montpellier (depuis 1998)

### **Responsabilités universitaires :**

- Fondateur et directeur du Centre de recherche sur le droit des entreprises en difficulté (1990-1995), aujourd'hui intégré au Laboratoire de droit privé.
- Membre du Conseil de l'UFR droit (plusieurs mandats entre 1990 et 2018).
- Membre du Conseil scientifique de l'Université Montpellier-I et de sa commission « Recherche » (2001-2005).
- Président de la Section de droit privé et sciences criminelles de l'Université de Montpellier (2004-2017)
- Directeur de l'Institut d'études judiciaires de Montpellier (1993-1995, puis 1998-2017)
- Doyen de la Faculté de droit et science politique (2017-2018)

### **Responsabilités éditoriales :**

- Directeur scientifique du Juris-classeur *Procédures collectives*
- Directeur scientifique du Code de commerce Litec
- Responsable de la chronique *Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires* dans les revues *La semaine juridique - édition générale* et *La semaine juridique - édition entreprise*.
- Membre du Conseil scientifique de la Revue *La semaine juridique - édition entreprise*

### **Représentation de l'université dans le monde professionnel :**

- Membre de la Commission d'inscription des commissaires aux comptes du ressort de la Cour d'appel de Montpellier (plusieurs mandats de 1992 à 2015)
- Membre du Conseil d'administration du Centre régional de formation professionnelle des avocats de la Cour d'appel de Montpellier, devenu EFACS (plusieurs mandats entre 1993 et 2018)
- Membre du Conseil d'administration du Centre de formation professionnelle des notaires des Cours d'appel de Montpellier et Nîmes (depuis 1990)

### **Autres activités :**

- Service national en qualité d'aspirant, commandant d'armes du Train militaire français de Berlin (1983) ; lieutenant, puis capitaine de réserve (1984-1995)
- Avocat à la Cour d'appel de Montpellier (1983-1986)
- Expert auprès du Gouvernement de Nouvelle Calédonie pour le transfert de compétence en droit commercial (2007-2008)
- Consultant et arbitre *ad hoc*
- Gestionnaire d'une exploitation viticole familiale
- Expert auprès de l'Institut Français des praticiens des procédures collectives (IFPPC) et membre de son Comité permanent des diligences
- Membre de l'Académie des sciences et lettres de Montpellier (siège VII de la Section Lettres)

### **Principales publications** (v. *infra* liste complète) :

- *Les obligations du mandataire*, Litec, 1988, préface de Michel Cabrillac.
- *Procédures collectives*, Dalloz, 1<sup>o</sup> édition (1996); 2<sup>o</sup> édition (1998); 3<sup>o</sup> édition (2001); 4<sup>o</sup> édition (2005); 5<sup>o</sup> édition (2006); 6<sup>o</sup> édition (2009); 7<sup>o</sup> édition (2011); 8<sup>o</sup> édition (2014); 9<sup>o</sup> édition (2017).
- *Droit des sûretés*, Lexisnexis, 8<sup>o</sup> édition du manuel de Michel Cabrillac et Christian Mouly, en collaboration avec Michel Cabrillac et Séverine Cabrillac (2007); 9<sup>o</sup> édition (2010); 10<sup>o</sup> éd., en collaboration avec S.Cabrillac (2015).
- Chronique périodique "*Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires*" à *La semaine juridique - édition générale* et *La semaine juridique - édition entreprise*, depuis 1989, en collaboration avec Michel Cabrillac jusqu'en 2011, avec Adrien Tehrani depuis 2017. Paraît trois fois par an.
- Autres publications : 4 ouvrages, 63 articles et conférences publiés (hors articles de juristes ou encyclopédie Dalloz), 40 notes de jurisprudence (hors chronique régulière), 6 préfaces de thèses publiées.

### **Travaux de recherche étrangers au droit :**

- *Victor Pétel, une petite histoire de la Grande Guerre*, édition privée, 2014
- *Le Rivage Haut, histoire d'un domaine narbonnais*, édition privée, 2015; conférence présentée devant la Commission archéologique et littéraire de Narbonne le 18 mai 2016.

## **LISTE COMPLETE DES TRAVAUX**

### **I / OUVRAGES :**

1. *Les obligations du mandataire*, Litec, 1988, préface de M.Cabrillac.
2. *Travaux dirigés de droit des entreprises en difficulté*, Litec, 1990; 2<sup>o</sup> édition, 1995; 3<sup>o</sup> édition, 2002, en collaboration avec Anne Péliissier et Cécile Lisanti.
3. *Droit commercial; Instruments de paiement et de crédit*, Coll. Précis Domat, Montchrestien, 1992, en collaboration avec J. Devèze.
4. *Le contrat de mandat*, coll. Droit fondamental, Dalloz, 1994.
5. *Procédures collectives*, coll. Cours, Dalloz, 1<sup>o</sup> édition: 1996; 2<sup>o</sup> édition: 1998; 3<sup>o</sup> édition: 2001; 4<sup>o</sup> édition: 2005; 5<sup>o</sup> édition: 2006; 6<sup>o</sup> éd.: 2009; 7<sup>o</sup> éd.: 2011; 8<sup>o</sup> éd.: 2014; 9<sup>o</sup> éd.: 2017.

6. *Droit des sûretés*, Litec, 8<sup>e</sup> édition du manuel de M.Cabrillac et C.Mouly, en collaboration avec M. Cabrillac et S.Cabrillac, 2007 ; 9<sup>e</sup>éd. : 2010 ; 10<sup>e</sup>éd. : 2015
7. *Manuel théorique et pratique à l'usage des juges-commissaires*, Ouvrage collectif conçu sous l'égide de l'IFPPC et du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce, 2012

## II / PRÉFACES :

1. *Les garanties financières professionnelles*, thèse de Séverine Cabrillac, Litec, 2000
2. *La délégation de pouvoir, technique d'organisation de l'entreprise*, thèse de Nicolas Ferrier, Litec, 2005
3. *La notion de confusion des patrimoines, causes d'extension des procédures collectives*, thèse de Florence Reille, Litec, 2006
4. *L'écrit confronté aux nouvelles technologies*, thèse d'Elisabeth Joly-Passant, LGDJ, 2006
5. *L'historien saisi par le droit, contribution à l'étude des droits de l'histoire*, thèse de Carole Vivant, Dalloz, 2007
6. *Le règlement préventif en droit de l'OHADA*, thèse d'Alexandra Koto-Tcheka, 2014

## III / ARTICLES :

1. *La révélation aux tiers de la société en participation*, JCP 1987, éd.E, I, 16369.
2. *Le sort des contrats conclus avec l'entreprise en difficulté*, Colloque du Centre de recherche sur les entreprises en difficulté, Toulouse, 31 janvier et 1er février 1991, LPA 18 mai 1992, p.24 s., JCP 1992, éd.N, I, p.125 s.
3. *Le sort des créances de salaires*, in: *Le sort des contrats de travail et des créances de salaires dans les entreprises en redressement ou liquidation judiciaire*, Cahier de droit social, JCP 1992, éd. E, I, 198.
4. *La convention du Conseil de l'Europe sur certains aspects internationaux de la faillite*, Jjumelage Montpellier-Heidelberg, Montpellier, 25 juin 1991.
5. *Rapport de synthèse*, in: *Les pactes extra-statutaires*, Colloque du Centre de droit de l'entreprise, Montpellier, 28 septembre 1991, Cahiers de droit de l'entreprise n°1, supplément au JCP 1992, éd.E.
6. *Le nouveau statut des agents commerciaux*, in: *La force de vente de l'entreprise*, Colloque de l'Institut d'études européennes et internationales du travail, Montpellier, 10 avril 1992, Litec, 1992, p.15.
7. *La formation du contrat de consommation*, in: *La loi du 18 janvier 1992 renforçant la protection des consommateurs*, Colloque du Centre de droit de la consommation et de la concurrence, Montpellier, 1er juin 1992.
8. *Le nouvel article 4 du Code de commerce: dix ans après*, Mélanges offerts à André Colomer, Litec, 1993, p.365 et s.
9. *Les restructurations dans le cadre d'un plan de continuation*, in: *Eléments d'ingénierie sociétair*e, Colloque de l'Institut de droit des affaires de l'Université d'Aix-en-Provence, Marseille, 28 janvier 1994, Presses universitaires d'Aix, 1995, p.41.
10. *Le contentieux prud'homal face aux procédures de redressement et de liquidation judiciaire*, in: *Les prud'hommes face à la crise de l'emploi*, Colloque de l'Institut d'études européennes et internationales du travail, Montpellier, 19 mars 1994, Litec, 1995.
11. *L'allègement ou la suppression des intérêts*, in: *Le régime juridique des intérêts conventionnels*, Colloque du Laboratoire de droit privé de la Faculté de Montpellier, Montpellier, 15 avril 1994, Rev. jurisp. com. 1994, p.326.

12. *La moralisation des plans de cession*, in: *Les réformes du nouveau droit de l'entreprise*, Colloque du Centre de droit des affaires, Toulouse, 30 mai 1994, Montchrestien, 1995, p.91.
13. *Procédure collective et continuation d'activité: comment le gage résiste-t-il ?* in: *Le gage commercial*, Colloque de l'Association Droit et Commerce, Deauville, 11 et 12 juin 1994, Rev. jurisp. com. 1994, numéro spécial, p.141.
14. *Aperçu rapide sur la loi "Initiative et entreprise individuelle"*, JCP 1994, éd.E, Bloc-notes 31/03/94, éd.G, Actualités, 06/04/94, en collaboration avec C.Mouly, Ph. Neau-Leduc et T.Revet.
15. *Juin 1994, le printemps des sûretés réelles ?* D. 1994, chr., p.243, en collaboration avec M.Cabrillac.
16. *Les innovations de la loi du 10 juin 1994 en matière de voies de recours*, in : *Le nouveau droit des défaillances d'entreprises*, Paris, 12 et 13 oct. 1994, Dalloz, 1995, p.189.
17. *Déclaration de créance et représentation en justice* in : *Mélanges Christian Mouly*, Litec,1998, p.153.
18. *Les droits de plantation et le droit d'arracher la vigne* in : *Mélanges Michel Cabrillac*, Dalloz-Litec, 1999, p.799.
19. *Le redressement de l'entreprise en liquidation judiciaire* in : *Le droit privé en fin de XXème siècle, Etudes offertes à Pierre Catala*, Litec, 2001, p.903.
20. *Pour une relecture de l'article L 621-32 du Code de commerce*, in : *Mélanges Yves Guyon*, Dalloz, 2003, p.819.
21. *Commentaire de l'avis du Conseil de la concurrence du 15 mai 2002 (aff. Moulinex)*, in : *Avis et décisions du Conseil de la concurrence*, Lamy, 2003, n°901.
22. *Surendettement des particuliers et difficultés des entreprises, étude de droit français comparé*, in : *Liber amicorum Jean Calais-Auloy*, Dalloz 2003.
23. *La réforme des plans de redressement*, in : *La réforme des procédures collectives, Colloque CRAJEFE, Nice, 27 mars 2004*, LPA 10 juin 2004, p.34 et s.
24. *Rapport de synthèse, 21°congrès de l'IFPPC à Marseille*, Bull.de l'IFPPC, nov. 2004
25. *Le rétablissement personnel et les procédures collectives du Code de commerce*, in : *Le rétablissement personnel*, Montpellier, 10 juin 2005, Contrats, concurrence et consommation octobre 2005, p.29
26. *Rapport de synthèse, 22°congrès de l'IFPPC à Prague*, Bull.de l'IFPPC, numéro spécial, nov. 2005
27. *Le nouveau droit des entreprises en difficulté*, JCP E 2005, 1509, p. 3 et s.
28. *Les créanciers postérieurs*, in : *Les dernières réformes du droit des entreprises en difficulté*, Caen 26/27 janv. 2006, Rev. proc. coll. 2006-2, p.142.
29. *Les dirigeants*, in : *La loi du 26 juillet 2005 relative à la sauvegarde des entreprises*, La Réunion 27/28 février 2006, LPA 2006.
30. *L'AGS et la réforme des procédures collectives*, Rev. jur. com. 2006, p.174
31. *Conflits entre intérêt personnel et intérêts confiés*, in Colloque de l'Association Droit et Commerce, Deauville, 1<sup>er</sup> et 2 avril 2006, Rev. jurisp. com. 2006, numéro spécial, p. 23 et s.
32. *La réforme collatérale : les incidences de la modification du droit des procédures collectives par la loi du 26 juillet 2006* in : *Le droit des sûretés à l'épreuve des réformes*, sous la direction de Y.Picod et P.Crocq, Perpignan, 9/10 juin 2006, Droit et procédures 2006, p.31 et s.
33. *Le plan de redressement... après la mort*, in *Familles*, Liber amicorum Françoise Ringel, P.U. d'Aix-marseille, 2007, p.191 et s.
34. *Groupes de sociétés et plan de sauvegarde de l'emploi*, JCPE 2007, 1423.
35. *Rapport de synthèse, 24°congrès de l'IFPPC à Berlin*, Bull.de l'IFPPC, numéro spécial, nov. 2007

36. *Décodification et recodification : un si mauvais code ?* in *1807-2007, bicentenaire du Code de commerce : la transformation du droit commercial sous l'impulsion de la jurisprudence*, Dalloz, 2007, p.23
37. *La liberté de l'entreprise face à ses créanciers*, in *Entreprise et liberté*, Association Henri Capitant, Journées nationales, 2008, tome X, p.83.
38. *La réforme des sûretés réelles à l'épreuve des procédures collectives*, in *Evolution des sûretés réelles : regards croisés Université-Notariat*, Colloques et débats, Litec, 2007, p.109
39. *Rapport final* in *La codification du droit des affaires, Tunis, 15/16 décembre 2007*, Revue de la jurisprudence et de la législation, février 2008, p.217
40. *Les créances de procédures* (avec J.L.Brénac), in *Dossier « Pratique, contentieux et réforme de la loi de sauvegarde »*, Rev. proc.coll. 2008, p.104
41. *Le nouveau droit des entreprises en difficulté : acte II*, JCPG 2009, I, 110 ; JCPE 2009, 1049
42. *Présentation de la réforme* in *Dossier « Ordonnance du 18 décembre 2008 »*, Rev. proc.coll. 2009, p.37
43. *Les sûretés personnelles dans le nouveau droit des entreprises en difficulté*, Cahiers de droit de l'entreprise 2009-4, dossier, 20
44. *Les nouveaux critères d'ouverture (aspects juridiques) in La réforme du droit des entreprises en difficulté*, Droit et patrimoine décembre 2009, p.59
45. *Le dirigeant garant*, in *Loi de sauvegarde des entreprises. Risques et responsabilités en droit des procédures collectives*, Rev.proc.coll. nov.-déc.2010, Dossier, p.82
46. *L'exercice du droit de suite à l'encontre d'un tiers détenteur placé sous procédure collective*, LPA numéro spécial, février 2011
47. *Retour sur la revendication de choses fongibles*, in *Mélanges Daniel Tricot*, 2011, p.571
48. *L'adaptation des procédures collectives à l'EIRL*, JCPE 2011, 1071
49. *Le critère d'ouverture de la sauvegarde*, BJE 2012, p.308
50. *La vie après la confusion de patrimoines*, in *Mélanges Merle*, 2012, p.577
51. *Rapport de synthèse, 30<sup>e</sup> congrès de l'IFPPC à Venise* in *Bull.de l'IFPPC*, numéro spécial, nov. 2013
52. *Les délais du plan de sauvegarde ou de redressement* (en collab.avec F.Pérochon) in *Mélanges Paul Le Cannu*, 2014, p.611
53. *Entreprises en difficulté : encore une réforme !*, JCPE 2014, 1223
54. *L'amélioration du rôle des créanciers dans le cadre de l'adoption du plan*, Rev.proc.coll. 2014, dossier 34
55. *Les critères d'intervention de l'AGS : quarante ans d'évolution* : BJE 2014, p.411
56. *Le mandataire judiciaire est-il soluble dans une profession de l'exécution ?* JCPG 2014,1241
57. *Les plans et les groupes de sociétés*, Rev.proc.coll.2015, dossier 37
58. *Entreprise en difficulté : réalisme, ouverture et mouvement perpétuel*, in *Manifeste pour un droit économique ouvert et réaliste*, Gaz.pal.26-30 août 2015, p.55
59. *Le régime des fonds versés à la Caisse des dépôts dans le cadre des procédures collectives*, Mélanges Pascale Bloch, Bruylant 2015, p.181
60. *Liquidation judiciaire. Répartition des fonds* (en collab. avec F.Legrand) : Rev.proc.coll.2015, fiche pratique 4
61. *Rapport de synthèse in Le patrimoine de la personne physique à l'épreuve des procédures collectives : quels nouveaux enjeux ?* FNDE-Lexis nexis 2015, p.133
62. *Les dispositions relatives aux entreprises en difficulté de la loi de modernisation de la justice du 21<sup>ème</sup> siècle* : JCP G 2016, 1341 ; JCPE 2017, act.46
63. *Procédures collectives avec comités de créanciers : qui vote à l'assemblée générale unique des obligataires ?* JCPE 2016, 1680

64. *La reprise interne* in *Droit des sociétés et procédure collective*, dir. L.C.Henry, L'Harmattan, 2018, 129
65. *Engagement cambiaire et délais imposés par le juge de la conciliation*, in *Etudes à la mémoire de Philippe Neau-Leduc*, LGDJ, 2018, p.791
66. *Un créancier postérieur atypique : le propriétaire dont le bien a été revendu* (en collab. avec F.Pérochon et F.Reille), *Act.proc.coll.* 2018, comm.141
67. *L'AGS, Janus aux deux visages*, in *Mélanges en l'honneur de Bernard Teyslié*, Lexisnexis, à paraître

#### **IV / ARTICLES D'ENCYCLOPEDIE :**

##### **a) Juris-classeur Droit des entreprises / Sociétés:**

1. fasc. 2100, Statut des parts de SARL.
2. fasc. 2110, Transmission des parts de SARL.

##### **b) Juris-classeur Droit du travail / Traité:**

1. fasc. 31.9, La situation des salariés dans l'entreprise en difficulté (4 éditions).
2. fasc. 4-3, Agents commerciaux.

##### **c) Juris-classeur Droit des entreprises / Commercial :**

1. fasc.604, Prévention et règlement amiable: rôle des représentants du personnel
2. fasc. 630 et 631, Situation des créanciers antérieurs au jugement d'ouverture, 3<sup>o</sup>éd., 2003
3. fasc. 632, Situation des créanciers postérieurs au jugement d'ouverture, 3<sup>o</sup>éd., 2003
4. fasc. 634, Situation des salariés
5. fasc.638, Plan de continuation, 3<sup>o</sup>éd. 2003
6. fasc. 642, Plan de cession, 3<sup>o</sup>éd, 2002
7. fasc. 646, Liquidation judiciaire, 2<sup>o</sup>éd., 1996
8. fasc. 652, Clôture de la procédure
9. fasc. 656, Responsabilités et sanctions
10. fasc. 616, Compétence, 2<sup>o</sup>éd. 1998
11. fasc. 618, Règles de procédure
12. fasc. 619, Voies de recours, 2<sup>o</sup>éd. 1998
13. fasc. 626, Période d'observation, 2<sup>o</sup>éd.1999
14. fasc. 627, Sort des contrats en cours, 3<sup>o</sup>éd.2003
15. fasc. 612, Conditions d'ouverture, Personnes, 2<sup>o</sup>éd., 2002
16. fasc. 614, Conditions d'ouverture, Etat de l'entreprise, 2<sup>o</sup>éd., 2002

##### **d) Juris-classeur Procédures collectives :**

Fasc.2428, Plan de cession : Exécution, inexécution, 2004

##### **e) Répertoire Dalloz de droit civil: V<sup>o</sup> Représentation**

#### **V / NOTES DE JURISPRUDENCE**

##### **a) Chroniques régulières:**

1. Chronique périodique "*Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires*" à *La semaine juridique* (édition générale et édition entreprises), **depuis mai 1989**, en collaboration avec M. Cabrillac jusqu'en 2011, avec A.Tehrani depuis 2017. **Paraît trois fois par an.**

2. Participation à la chronique périodique "*Droit du travail*" à *La semaine juridique*, de septembre 1989 à septembre 1992, en collaboration avec B.Teyssié et alii.

#### **b) Notes occasionnelles:**

1. Note sous Com. 15 juillet 1987: JCP 1988, éd.E, II, 15090; JCP 1988, éd.G, II, 20958 (Société en participation).
2. Note sous Com. 27 juin 1989: JCP 1989, éd.E, II, 15613; JCP 1989, éd.G, II, 21372 (Ouverture du redressement judiciaire).
3. Note sous CA Paris 4 juillet 1989: JCP 1989, éd.E, II, 15639; JCP 1990, éd.G, II, 21398 (Garantie des salaires).
4. Note sous CA Paris 21 novembre 1989: Bull. Joly 1990, 186 (Redressement judiciaire et groupe de sociétés).
5. Note sous CA Versailles 29 mars 1990: Bull. Joly 1990, 561 (Redressement judiciaire et confusion de patrimoines).
6. Note sous Com. 13 novembre 1990: JCP 1991, éd.E, II, 114 (Redressement judiciaire et cautionnement).
7. Note sous CA Versailles 30 octobre 1990: Bull. Joly 1991, 95 (Redressement judiciaire et confusion de patrimoines).
8. Note sous Com. 12 février 1991: Bull. Joly 1991, 633 (Plan de cession et substitution de cessionnaire).
9. Note sous CA Paris 30 septembre 1991: Bull. Joly 1991, 1021 (Redressement judiciaire d'une société et libération du capital).
10. Note sous Com. 19 janvier 1993: JCP 1993, éd.E, II, 411 (Redressement judiciaire, obligation solidaire et régime de communauté).
11. Note sous Com. 11 mai 1993: Bull. Joly 1993, 1050 (Confusion de patrimoines et apparence).
12. Note sous Com. 12 octobre 1993: Bull. Joly 1993, 1268 (Déclaration personnelle en redressement judiciaire des dirigeants; date des faits sanctionnés).
13. Note sous Com. 30 novembre 1993: Bull. Joly 1994, 410 (Action en comblement de passif; causalité partielle).
14. Note sous CA Versailles 15 décembre 1994: Bull. Joly 1995, 272 (Redressement judiciaire; extension).
15. Note sous Cass. ass. plén. 23 décembre 1994: JCP 1995, éd.E, II, 660 (Redressement judiciaire et régime de communauté).
16. Note sous Cass. com. 31 janvier 1995: Bull. Joly 1995, 441 (Redressement judiciaire; extension).
17. Note sous Cass. com. 19 nov. 1996: JCP 1997, éd.E, II, 932 (Redressement judiciaire et principes de procédure civile, déclaration par représentation).
18. Note sous Cass. com. 22 octobre 1996: Bull. Joly 1997, 164 (Redressement judiciaire; extension).
19. Note sous Cass. com. 25 mars 1997: JCP 1997, éd.E, II, 991 (Sort des fonds détenus pour le compte d'autrui en cas de redressement judiciaire du détenteur).
20. Note sous Cass. com. 6 janv. 1998: Bull. Joly 1998, 393 (Compétence territoriale en matière de redressement judiciaire).

21. Note sous CA Paris, ord. Prem. Prés., 9 juillet 1998 : Rev. jurisp. commerciale 1999, p. 170, n°1525.
22. Note sous CA Rouen 28 janvier 1999 : Bull. Joly 1999, 633 (Mise en œuvre de l'action en comblement de passif après l'échec d'un plan de continuation).
23. Note sous Cass. com. 14 nov. 2000 : Bull. Joly 2001, p.251 (Action en justice du liquidateur de personnes morales soumises à une procédure collective étendue).
24. Note sous Cass. 2° civ. 30 avril 2002 : Act. proc. coll. 2002-11 (Conditions de la validation d'une mesure conservatoire prise contre la caution personne physique d'un débiteur en période d'observation).
25. Note sous Cass. com. 19 février 2002 : Bull. Joly 2002, p.782 (Confusion de patrimoines et déclaration de créance).
26. Note sous Cass. 2° civ. 17 oct. 2002 : Bull. Joly 2003, p.125 (Clôture de la liquidation judiciaire et mission du liquidateur).
27. Note sous Cass. com. 13 mai 2003 : Bull. Joly 2003, p.908 (Prescription de l'action visant au redressement judiciaire personnel des dirigeants sociaux).
28. Note sous Cass. com. 19 nov. 2003 : Bull. Joly 2004, p. 214 (Société en liquidation judiciaire et vérification des créances).
29. Note sous Cass. com. 2 juin 2004 : Bull. Joly 2004, p.1356 (Déclaration de créances pour le compte des obligataires).
30. Note sous Cass. com. 2 juin 2004 : Bull. Joly 2004, p.1368 (Qualité de l'ancien dirigeant pour demander la désignation d'un liquidateur amiable).
31. Note sous Cass. com. 15 mars 2005 : Act. proc. coll. 2005-9 (Compensation de créances connexes découlant d'un contrat de collecte de lait)
32. Note sous Cass. com. 7 décembre 2004 : Bull. Joly 2005, p.579 (Extension de la liquidation d'une société à un tiers personne physique non dirigeant).
33. Note sous Cass. com. 23 mai 2006 : Bull. Joly 2006, p.1138 (Réduction à quinze ans de la durée de la faillite personnelle par la réforme de 2005 ; difficulté d'application).
34. Note sous Cass. com. 3 juillet 2007 : Bull. Joly 2007, p.1357 (Prétendue immixtion d'un créancier dans la gestion)
35. Note sous Cass. soc. 19 septembre 2007 : Bull. Joly 2008, p.48 (sanction du licenciement réalisé sans le concours de l'administrateur)
36. Note sous Cass. com. 20 oct. 2009 : Bull. Joly 2010, p.282 (la cession des parts des dirigeants en cours de redressement judiciaire)
37. Note sous Cass. ass. plén. 26 mars 2010 : Bull. Joly 2010, p.754 (déclaration de créance par une caisse de MSA)
38. Note sous Cass. com. 1<sup>er</sup> février 2011 : Bull. Joly 2011, p.311 (sanction d'une poursuite d'activité déficitaire durant l'exécution d'un plan)
39. Note sous Cass. com. 27 mars 2012 : BJS 2012, p.493 (portée des exceptions au principe d'irresponsabilité du fait des concours consentis)
40. Note sous Cass. com. 23 avril 2013 : JCPG 2013, 767 et JCPE 2013, 1380 (irrecevabilité de l'action paulienne du liquidateur contre une DNI)

## **VI / TRAVAUX DE RECHERCHE ETRANGERS AU DROIT :**

- *Victor Pétel, une petite histoire de la Grande Guerre*, édition privée, 2014
- *Le Rivage Haut, histoire d'un domaine narbonnais*, édition privée, 2015 ; conférence présentée devant la Commission archéologique et littéraire de Narbonne le 18 mai 2016.